

# GRAND DEBAT NATIONAL

## LA CONTRIBUTION DE LA DISSIDENCE FRANÇAISE

WWW.LA-DISSIDENCE.ORG

*Si vous partagez nos analyses et nos propositions, nous vous invitons à participer à ce débat en relayant la contribution de la Dissidence Française, notamment dans les mairies qui ont prévu un cahier de doléances dans le cadre de cette consultation.*

*Enlisés dans la crise des Gilets Jaunes et incapables d'apporter des réponses concrètes à la colère des Français, Macron et son gouvernement ont annoncé le lancement d'un « Grand Débat National » destiné à recueillir les propositions et contributions des citoyens.*

*Dans les faits, ce « Grand Débat » s'apparente davantage à une piètre tentative de sortie de crise d'un gouvernement aux abois qu'à une réelle volonté d'entendre la colère des Français.*

*Sur la forme d'abord : inauguré le 15 décembre dernier, le site du CESE – dédié au recueil des « doléances des Français » – n'accepte plus de contributions ni de vote depuis le 4 janvier. Ainsi, la possibilité de déposer des contributions en ligne aura duré moins de 20 jours, durant la période des fêtes de fin d'année. Les contributions recueillies sont donc désormais en cours « d'analyse et de synthèse » par le CESE qui se contentera de formuler un avis purement consultatif. Pire, certains ministres – comme Bruno Le Maire – ont d'ores et déjà annoncé que ce débat ne devait pas conduire « à détricoter ce qui avait été fait » par son gouvernement. Un enfumage qui n'est pas sans rappeler les « Etats généraux de la bioéthique » organisés il y a 6 mois par ce même gouvernement.*

*Sur le fond ensuite : le « cadrage » des contributions exclu de fait des questions fondamentales comme celles de l'immigration, de l'insécurité ou de la bioéthique, et se borne à 4 thématiques : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, démocratie et citoyenneté, organisation de l'Etat et services publics.*

*A défaut d'ouvrir la possibilité réelle d'une large concertation populaire, le gouvernement Macron a donc fait le choix délibéré de verrouiller ce débat, de museler la parole des Gilets Jaunes et de ne créer que l'illusion du dialogue. La Dissidence Française dénonce ce simulacre de débat et réaffirme son soutien total à la mobilisation des Gilets Jaunes, que nous accompagnons sur le terrain depuis ses débuts.*

## DANS LE CADRE DU GRAND DEBAT NATIONAL, SEULE LA DISSIDENCE FRANÇAISE PROPOSE :

### TRANSITION ECOLOGIQUE

- instaurer la détaxation de proximité permettant de moduler le prix d'un produit en fonction de la distance parcourue avant sa distribution ;
- relancer l'économie de nos territoires en favorisant les circuits courts ;
- consolider l'indépendance économique de la France en mettant un frein aux délocalisations et en protégeant nos entreprises du dumping social, fiscal et environnemental ;
- réduire drastiquement l'impact écologique de la société marchande en régulant la mondialisation sauvage.

### ORGANISATION DE L'ETAT

- lancer un vaste programme de simplification des formalités administratives pour les particuliers comme pour les entreprises ;
- mettre un terme à la désertification des campagnes, aux fermetures de services publics de proximité, renationaliser les autoroutes et rétablir les 90km/h sur le réseau secondaire ;
- préserver l'autonomie des communes et leurs dotations, démanteler le mille-feuille administratif en transférant aux communes et à l'Etat la plupart des compétences des échelons départementaux et régionaux.

### DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- rétablir notre indépendance en suspendant la participation de la France à l'Union Européenne, à l'OTAN, à la Zone Euro et aux Traités de Libre-Echanges Transatlantiques ;
- suspendre les fonctionnaires étrangers et binationaux, révoquer les fonctionnaires et élus qui ont prêté le serment maçonnique, qui se sont rendus coupables des faits de fraude fiscale ou de trafic d'influence ;
- faire de la commune l'échelon démocratique fondamental, auquel un maximum de compétences sont transférées et où s'organisent régulièrement consultations citoyennes et référendum locaux ;
- réduire le nombre de parlementaires et rendre les assemblées représentatives du peuple et des communes de France ;
- encadrer la pratique des sondages d'opinion, supprimer toutes les subventions à la presse, aux partis politiques, aux associations communautaires et aux syndicats ;
- abroger les lois d'entrave à la liberté d'expression et à la recherche historique et sanctuariser la neutralité du Net.

### FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- créer un choc de libération fiscale, en remplaçant progressivement l'ensemble des prélèvements obligatoires par une Taxe Unique sur l'ensemble des transactions électroniques et financières, d'un montant maximum de 9% ;
- en finir avec l'immigration massive (dont le coût pour le contribuable oscille entre 80 et 100 milliards par an), en rétablissant nos frontières, en appliquant la préférence nationale, en organisant une politique de remigration, et en mettant fin aux versements des allocations dont bénéficient les étrangers en attente de régularisation ainsi qu'aux subventions destinées aux associations immigrationnistes ;
- briser les chaînes de l'usure, en séparant les activités bancaires spéculatives de celles de dépôt/crédit, en déclarant un moratoire sur le paiement de la dette et de ses intérêts, en lançant un audit approfondi de la dette, des taux d'intérêts consentis ces dernières décennies, et en renégociant la dette en vue d'un défaut de paiement partiel sauvegardant l'épargne des ménages français.

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux !



#DissidenceFrançaise